

**APEL's position statement - Consultation on the partial revision of the LEX
2.6.1, LEX 2.6.2 and LEX 4.7.1**

EPFL, April 13, 2021,

Dear Colleagues,

An email was sent to all professors and MER. We received three comments, pasted below.

Best regards on behalf of APEL, the committee,

Aude Billard, Georg Fantner, Andras Kis, Daniel Kressner, Marco Picasso

> Afin de garantir au mieux la légitimité et la qualification des
> étudiants sélectionnés, le projet prévoit que seuls les étudiants déjà
> titulaires d'un diplôme de bachelor pourront exercer cette activité.
>

I am a little surprised of this rule which seems perfectly unnecessary if not inane: An EPFL student who has received the BSc diploma might have obtained the credits of a BSc course with 2.5/6 (which, in any other institution I know, would have meant the course was not passed, the credits not obtained, and the BSc diploma not delivered--but not at EPFL). A student still in the BSc might have passed the same course one or two years before with 6/6. Who is likely to be more prepared? Who, conversely, is forbidden by the new rule to correct exams?

I see two much more more meaningful options: (1) Say nothing in the rules and count on the fact that professors selecting incompetent students to perform corrections are not doing their job properly and are naturally fully responsible of the bad choice--much as they would be by casually correcting the exams themselves. (2) Placing a more meaningful rule such as the requirement that the corrector must have passed the same course or an equivalent one with a minimum of grade of 5.5/6 or equivalent.

To me, (2) seems completely unnecessary but at least closer to a meaningful rule than what is proposed. I personally see (1) as the way to go.

Comme c'était le cas dans la Directive 2 COVID-19, il est proposé de maintenir l'exigence selon laquelle la surveillance et la correction d'épreuves écrites de bachelor et du CMS ne peut être effectuée que par des étudiants déjà titulaires du

diplôme de bachelor, ceci afin de garantir au mieux la légitimité et la qualification des étudiants sélectionnés.

> logique

Cette exigence est donc introduite dans un nouvel alinéa 1*bis* de l'art. 3. L'on précise également que cette manière de procéder doit tout de même rester exceptionnelle,

> Cette jolie intention sera ignorée: les enseignants engageront des "surveillant-e-s" au lieu de payer des doctorant-e-s.

car cette tâche doit continuer d'être effectuée en premier lieu par les assistants-doctorants. En outre, la formulation de l'art. 3 al. 2 de la Directive est adaptée à l'introduction de l'al. 1*bis* de la même disposition.

Dans le but de s'assurer, lors de son engagement, que l'assistant-étudiant est bien conscient des obligations, notamment de confidentialité, qui lui incombent, un engagement de confidentialité est joint à la proposition d'engagement temporaire des ressources humaines. Il incombera à l'enseignant responsable de lui faire signer lors de son engagement.

> Un fois encore, le juridisme l'emporte sur le bon sens. Toutefois, éviter cet effet collatéral est difficile lorsque l'on élargit le cercle des surveillant-e-s au-delà de personnes liées à l'enseignant (et à l'EPFL par un contrat de travail).

Le principe ancré dans la Directive 2 COVID-19 selon lequel les assistants étudiants devraient pouvoir participer à la surveillance d'épreuves, mais en étant toujours accompagnés de l'enseignant ou d'un assistant-doctorant est également conservé. Il est ancré à l'art. 8 al. 4 de la Directive interne concernant les épreuves d'examen à l'EPFL (LEX 2.6.1). De plus, la notion de *surveillant* de l'art. 6 al. 1 de la Directive, vient remplacer celle d'*assistant* à l'art. 8 al. 4 et dans l'annexe, ainsi que dans le Protocole d'épreuve en session d'examen (LEX 2.6.2).

> Depuis quelque temps, les expert-e-s sont devenu-e-s examinateurs, maintenant les assistant-e-s deviennent des surveillant-e-s. Adieu l'expertise, voire le plaisir, tant que le processus est respecté. Effet collatéral: ces fonctions perdent tout prestige pour être perçues comme des charges.

Souvenirs, souvenirs... le Directeur d'un office fédéral venait volontiers (et gratuitement) pour toute une journée comme expert lors d'un examen oral. Souvent, ces contacts ont favorisé l'insertion professionnelle, sans coach ni mentor per se.

L'EPFL souhaite conserver un haut niveau de qualité et de confiance des étudiants sur les processus liés aux épreuves écrites. Ainsi, nonobstant les changements proposés, l'enseignant en charge de l'épreuve reste naturellement responsable *in*

fine de l'ensemble des activités, de la préparation à l'attribution des notes en passant par les corrections des épreuves (cf. art. 13 al. 1 let. e *Ordonnance sur le contrôle des études à l'EPFL* ; RS 414.132.2).

> Logique: *in fine*, l'enseignant-e demeure seul-e responsable. En effet, avec la perte de prestige de ses accompagnant-e-s, il ou elle risque de se sentir plus seul-e.

Bien que la révision soit annoncée comme portant seulement sur les branches à examen je pense que son acceptation telle quelle porterait préjudice aux **branches de semestre** du bachelor/propédeutique pour lesquelles la nouvelle directive suggère un alignement des branches de semestre avec les branches à examen.

Par exemple l'article 1.1 de LEX 2.6.1 indique:

1 La présente directive s'applique à toutes les épreuves comptant pour la formation d'une note (ou d'une appréciation) d'une branche d'étude (cours, exercice, travail pratique, stage, etc.).

idem pour 1.2 ; il n'y a aucune distinction entre branche à examen et branche de semestre:

2 Dans une épreuve « surveillée », les étudiants n'ont pas accès à des informations extérieures. Ces épreuves peuvent être orales ou écrites, se dérouler en session d'examen ou en cours de semestre.

Même chose pour LEX 4.7.1: aucune distinction entre branches à examen et branches de semestre. Par exemple le nouvel article 3.1bis:

Lorsque le poste d'assistant-étudiant affecté à l'enseignement implique la participation à la surveillance et à la correction d'épreuves écrites de Bachelor et du CMS, le candidat doit être titulaire d'un diplôme de Bachelor. Le recours à des assistants-étudiants pour la surveillance et la correction d'épreuves écrites de Bachelor et du CMS doit cependant rester l'exception.

Le document accompagnant la révision préconise un alignement sur l'ETHZ. Or, à l'ETHZ il n'y a pas de restriction pour l'engagement d'assistants de bachelor.

Avec cette nouvelle version de la directive, d'une part les enseignants de propé/bachelor seront coupés d'une ressource précieuse et compétente qui vient de suivre leurs cours et d'autre part les étudiants de bachelor eux-même se voient interdire une ressource de financement qui peut leur être vitale.